

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE
L'HONORABLE SERGIO MARCHI,
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,
LORS DE LA SÉANCE D'OUVERTURE
DU FORUM COMMERCIAL CANADA-BRÉSIL**

BRASILIA, Brésil

Le 15 janvier 1998

Ce document se trouve également au site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : <http://www.dfait-maeci.gc.ca>

Quel plaisir de me retrouver avec vous aujourd'hui dans cette superbe capitale! Je suis déjà venu une fois à Brasilia, et votre ville m'impressionne encore plus que la première fois!

Même si je suis ravi de visiter votre merveilleux pays, en tant que Canadien d'ascendance italienne et de très grand mordru du soccer, venir au Brésil me place devant un dilemme : après tout c'est le Brésil qui a défait l'Italie lors de la Coupe du monde de 1994!

Cette année, le monde entier aura les yeux braqués sur la France pour la prochaine Coupe du monde. Pour ne pas créer d'incident diplomatique, je ne ferai pas de prévisions! Pour le moment, concentrons-nous sur le commerce et non sur le soccer, et tout ira bien!

Aujourd'hui, en compagnie du premier ministre du Canada, de ses homologues provinciaux et territoriaux ainsi que de gens d'affaires canadiens, je suis ici pour réaffirmer la vigueur des liens qui unissent le Brésil et le Canada et pour vous demander d'appuyer la libéralisation du commerce, non seulement en Amérique latine, mais dans le monde entier.

Nous nous retrouvons ici unis par notre solide amitié, par l'expérience et par notre engagement commun envers les principes de la libéralisation du commerce. Le printemps dernier, ces liens ont été confirmés par la visite du président Cardoso au Canada.

Lors de son séjour parmi nous, le président Cardoso a discuté avec le premier ministre Chrétien de la création d'un cadre pour favoriser le commerce et d'une stratégie Canada-Mercosur. Nous sommes toujours déterminés à poursuivre cette stratégie.

Le Brésil constitue déjà notre plus important partenaire commercial en Amérique du Sud, mais nous savons qu'il y a encore un énorme potentiel à découvrir et à exploiter.

Nous espérons que cette mission commerciale permettra de réaliser une partie de ce vaste potentiel.

Évidemment, des obstacles persistent encore. Dans les deux pays, les droits de douane restent élevés dans certains domaines. Il faut simplifier les procédures douanières. Nous sommes déterminés à travailler avec les dirigeants d'affaires pour définir et éliminer les entraves et les tracasseries administratives et vous laisser faire ce que vous faites le mieux : créer des emplois.

Je le répète, le commerce entre nos deux pays est important : les échanges bilatéraux ont dépassé 2,5 milliards de dollars en 1996. Nos exportations au Brésil ont alors atteint 1,3 milliard de dollars, deux fois plus qu'en 1992.

Par le passé, nous exportions du blé, du papier journal et de la potasse. Mais la déréglementation crée de nouveaux débouchés emballants pour les Canadiens dans les domaines des télécommunications et de l'informatique, de l'énergie et des mines.

Ce qui a commencé par un investissement de Brascan dans les travaux publics il y a près d'un siècle s'est transformé en une relation commerciale développée, diversifiée et équilibrée. De plus en plus, nos petites et moyennes entreprises découvrent votre région. Leur participation prépondérante à cette mission commerciale le démontre bien. C'est donc avec beaucoup d'optimisme que nous sommes ici aujourd'hui et que nous envisageons l'avenir.

Pour le Canada, l'année qui vient de s'écouler a été bien remplie sur le front commercial. Elle a culminé par la réunion de l'APEC [mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique] à Vancouver il y a un mois à peine. Ce fut une année au cours de laquelle les ministres du Commerce ont convenu d'entamer des négociations sur la ZLEA [Zone de libre-échange des Amériques] au Sommet de Santiago qui aura lieu bientôt -- décision qui aura des répercussions profondes sur l'évolution économique de l'hémisphère. Le Brésil a joué un rôle crucial dans ce consensus.

Que ce soit à la présidence du processus de la ZLEA, en resserrant les liens au sein du Mercosur ou en élargissant la vision du Sommet de Santiago, le Brésil a été un chef de file dynamique à un tournant de l'histoire.

Le Canada s'en réjouit et partage la vision du Brésil, qui croit en un avenir économique brillant pour notre hémisphère. Nous avons démontré notre confiance dans cette région par notre engagement envers le processus de la ZLEA, par notre accord de libre-échange avec le Chili et par l'élaboration d'un accord de coopération en matière de commerce et d'investissement avec le Mercosur.

L'impulsion qui a été donnée en vue de libéraliser le commerce dans la région ne doit pas s'arrêter. Cela veut dire que nous devons poursuivre les négociations de la ZLEA, que les États-Unis adoptent la procédure accélérée ou non.

L'engagement du Canada envers la libéralisation du commerce est le fruit de l'espoir et de l'expérience. Quand nous avons conclu des accords de libre-échange, d'abord avec les États-Unis, puis avec le Mexique, dans le cadre de l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], nous avons tourné une page de notre histoire. Au lieu de continuer de croire qu'il fallait résister au libre-échange, nous avons compris que le libre-échange s'imposait.

Nous avons compris qu'à l'avenir, la fortune sourira aux pays qui vont de l'avant, à ceux pour qui le monde entier est un vaste marché à leur portée et qui apprécient l'élargissement des perspectives que procurent de nouveaux partenariats.

Évidemment, l'adaptation n'a pas toujours été facile. Nous devons aussi reconnaître très franchement, me semble-t-il, l'appréhension que ressentent bien des gens face à la mondialisation -- dans nos deux pays, mais aussi ailleurs dans le monde. Nous devons reconnaître et apaiser ces craintes. Nous devons continuer à montrer les avantages que procure le libre-échange et les possibilités qu'il offre. Nous devons montrer le lien qui existe entre les marchés ouverts et la création d'emplois. Nous devons préparer nos concitoyens à tirer parti de ces avantages.

Me fondant sur l'expérience canadienne, je déclare sans ambages que le libre-échange vaut la peine. Les chiffres sont éloquentes : nos échanges avec les États-Unis ont plus que doublé depuis

1993 et ils représentent désormais plus de 1 milliard de dollars canadiens *par jour!* Il en découle des emplois pour les Canadiens : près de 1 million depuis 1993.

Il convient aussi de souligner que l'efficacité de ces nouvelles relations commerciales se traduit non seulement dans les statistiques, mais aussi dans le cœur et l'esprit des Canadiens. À l'heure actuelle, 70 p. 100 des Canadiens appuient la libéralisation du commerce. L'appui à l'ALENA, en particulier, est passé de 37 p. 100 en 1993 à 63 p. 100 actuellement.

Les Canadiens savent que le libre-échange fonctionne. Nous l'avons vu. Nous le vivons. Parce que nous sommes convaincus que la libéralisation du commerce est la voie de l'avenir, nous comprenons aussi l'importance d'adopter une démarche à long terme. Cela veut dire être des partenaires fiables qui ne retirent pas leurs billes du jeu au moindre petit pépin sur les marchés.

Je sais que le Brésil profite déjà des avantages de la libéralisation du commerce. Votre rôle crucial au sein du Mercosur a démontré que vous croyez en la valeur des règles claires et en l'ouverture des marchés.

L'un des nouveaux mécanismes importants de la libéralisation du commerce est la ZLEA. Ce qui n'était qu'un rêve lointain est désormais à notre portée. Mais seulement si nous sommes prêts à prendre les décisions difficiles et à négocier sérieusement. Il est toujours plus facile de choisir une destination que de tracer l'itinéraire, mais nous devons le tracer cet itinéraire et nous le ferons.

La libéralisation du commerce que nous recherchons dans l'hémisphère est une entreprise ambitieuse et historique. La ZLEA créera la plus grande région commerciale au monde. Mais les avantages ne seront pas seulement économiques, loin de là. L'histoire nous enseigne que le commerce favorise l'ouverture. Il abolit les murs qui nous séparent et crée un intérêt commun qui nous unit.

Pour le Canada, la ZLEA représente une occasion privilégiée et emballante. Les économies de l'hémisphère grandissent rapidement et apportent les changements structurels profonds qui leur permettront de soutenir la concurrence dans la nouvelle économie planétaire.

La ZLEA constitue donc une priorité régionale pour le Canada et s'inscrit dans la prise de conscience que nous sommes nous-mêmes un pays des Amériques.

À mesure que nous progresserons vers la ZLEA, nous ne devons pas perdre de vue les principes du Sommet de Miami : des principes qui nous ont rappelé que la libéralisation du commerce ne vise pas simplement à accroître la richesse nationale mais surtout à améliorer la qualité de vie de nos concitoyens.

Au bout du compte, nous serons jugés non pas en fonction de la grandeur de nos intentions, mais plutôt de la prospérité accrue que nous aurons créée et des nouvelles possibilités que nous aurons données à nos citoyens.

Nous serons sans doute confrontés à de nombreux défis et nous subirons bien des tempêtes dans les mois qui viennent. Mais lorsque ces tempêtes feront rage, nous ne devons pas nous presser de trouver refuge derrière le protectionnisme. Nous ne devons pas prêter l'oreille à ceux qui nous murmureront de battre en retraite.

Nous devons plutôt nous en tenir à nos objectifs. Nous devons continuer d'avancer sur la voie du libre-échange.

Pourquoi insister là-dessus? Parce que si nous laissons la ZLEA nous échapper, nous risquons qu'une myriade d'accords commerciaux disparates, voire même contradictoires, n'encombrent l'hémisphère. Une telle situation ne ferait que gêner et mettre en péril nos grands objectifs.

En tant que pays des Amériques, le Canada est partisan du libre-échange et de la ZLEA. Nous envisageons un brillant avenir dans une région en croissance. Nous pensons que le Brésil contribuera de façon déterminante à poursuivre l'impulsion en faveur du libre-échange. Vous pouvez être assurés que le Canada a bien l'intention d'être un partenaire qui maintient le cap.

C'est en 1813 que ce grand homme d'État et visionnaire que fut Simon Bolivar écrivit cette fameuse lettre dans laquelle il énonçait sa vision de ce que pouvait devenir l'Amérique latine. Il disait : « Le voile est tombé. Nous avons entrevu la lumière et nous ne souhaitons pas retourner dans l'obscurité. »

Aujourd'hui, le voile est tombé à nouveau. Nous avons entrevu le genre de progrès et de prospérité qui attend nos deux pays. Nous avons vu les avantages que la libéralisation du commerce peut procurer.

Prenons la résolution de ne pas changer de cap tant que l'hémisphère n'aura pas réalisé tout son potentiel et que tous ses habitants ne profiteront pas de ses richesses.

Merci.